

Yanis Varoufakis : les États-Unis capitulent face à l'Iran, le Golfe doit s'adapter

Yanis Varoufakis est un économiste, ancien ministre des Finances de la Grèce et auteur de nombreux livres à succès. Varoufakis aborde le protocole d'accord (MoU) entre les États-Unis et l'Iran et explique pourquoi il est probable qu'il soit mis en œuvre, comment les États du Golfe doivent s'adapter, et pourquoi l'irrélevance croissante de l'Europe ne peut pas être inversée par le keynésianisme militaire et la guerre. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes de retour avec Yanis Varoufakis, professeur et ancien ministre des Finances de la Grèce, ainsi que fondateur de DiEM25, le Mouvement pour la Démocratie en Europe. Merci d'être revenu parmi nous.

#Yanis Varoufakis

Merci de m'avoir invité, Glenn. C'est toujours un plaisir de discuter avec vous, et parfois même très utile pour le public... pas forcément pour nous.

#Glenn

Eh bien, j'attendais vraiment avec impatience d'avoir votre avis sur ce mémorandum d'accord. Encore une fois, je pense que pour la plupart des gens qui ont regardé la guerre honnêtement et l'ont analysée sérieusement, ils ont compris que les Américains étaient en train de la perdre. Et j' imagine que cela va apparaître clairement dans ce mémorandum. Mais ces quatorze points, même pour moi, vont un peu au-delà de ce à quoi je m'attendais. J'ai du mal à imaginer que ce soit mis en œuvre, parce que ce sera trop difficile, vu l'ampleur de la défaite ici. Mais je voulais quand même vous demander : comment vous interprétez ça ? Parce que c'est un vrai choc, non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le monde entier.

#Yanis Varoufakis

N'est-ce pas intéressant qu'ils l'appellent le traité de Versailles ? Parce que, d'une certaine manière, c'est une sorte d'inversion dialectique du traité de Versailles original. Même Hegel en rougirait, de voir

que le vainqueur autoproclamé, les États-Unis, s'apprête à déboursier jusqu'à trois cents milliards pour reconstruire ses victimes. Alors, comme on l'a dit, je ne vois vraiment pas le Congrès accepter ça. Les obstacles sont énormes. Il ne faut surtout pas confondre ce mémorandum avec un accord conclu. On est à des années-lumière du moment où une banque iranienne verrait le moindre dollar américain. Je pense que les Iraniens le savent. Mais, symboliquement, c'est extrêmement important que ce mémorandum d'entente ait été signé.

C'est une déclaration d'une victoire sans équivoque pour l'Iran, et d'une... je ne devrais peut-être pas dire défaite, mais d'une sorte de reddition temporaire, une reddition temporaire sur le plan diplomatique, de la part de l'administration Trump. C'est profondément important pour la région, vous savez, au Moyen-Orient — ou plutôt, ce qu'on devrait appeler l'Asie de l'Ouest — parce qu'en réalité, les États du Conseil du Golfe se retrouvent désormais livrés à eux-mêmes. Les Accords d'Abraham, que Donald Trump avait lancés avec un grand succès pendant son premier mandat... eh bien, toute la logique qui consistait à rallier les États arabes au projet américain, avec Israël comme pièce maîtresse dans l'ensemble des pays d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord, tout cela a disparu. C'est fini. Les Accords d'Abraham sont désormais à l'arrêt, du moins dans leur conception initiale.

Les Européens ont été laissés de côté d'une manière spectaculaire. Jamais l'Europe n'a été aussi insignifiante face aux grands événements qui se déroulent dans le monde. Et, vous savez, au final, on assiste peut-être à la première véritable rupture dans la relation officielle entre les États-Unis et Israël. Netanyahu a la capacité de faire échouer cet accord, mais en même temps, cette capacité, et le fait qu'il exerce ce pouvoir, provoquent pour la première fois une fracture entre l'establishment israélien et le Parti républicain. Tout cela représente donc des évolutions très importantes, que je considère comme actuelles, significatives, et indépendantes du fait que ce protocole d'accord, ce Memorandum of Understanding, se transforme ou non en traité. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, j'ai du mal à croire que ce sera le cas.

#Glenn

Oui, j'ai aussi l'impression que les États-Unis — enfin, au moins un des avantages pour eux dans cette affaire —, c'est qu'ils gagnent un peu de temps pour remettre du pétrole sur les marchés. D'ailleurs, quand Trump a été interrogé sur ce protocole d'accord, il a fait référence au fait qu'il ne leur restait que quatre semaines de pétrole, donc il fallait agir. Mais ça, ce n'est pas la même chose que dire qu'on va vraiment le mettre en œuvre. Pour moi, ça ressemble plutôt à une façon de gagner du temps. Cela dit, l'impact sera quand même important. Et maintenant, le ton employé à propos d'Israël... est-ce que vous considérez que c'est du théâtre? Parce que même si c'en était, c'est un langage très fort. Ça va forcément modifier une partie du discours et de la politique, aussi bien en Israël qu'aux États-Unis.

#Yanis Varoufakis

Eh bien, il ne faut pas sous-estimer le théâtre. Le théâtre, c'est très important, et ça l'a toujours été dans les affaires humaines, depuis le tout début, il y a environ cinq mille ans. Cet acte théâtral précis, disons, de J.D. Vance — le langage qu'il a utilisé, c'était en fait une déclaration : celle de son camp au sein du mouvement MAGA. Rappelons qu'il y a deux factions dans ce mouvement. D'un côté, celle dominée par la propre famille de Trump, étroitement liée aux Israéliens à tous les niveaux — l'immobilier, l'intelligence artificielle, toutes sortes d'affaires. Et de l'autre, la faction du mouvement MAGA qui se montre très sceptique face à la manière dont Israël dicte sa politique à Washington. Le langage de J.D. Vance, maintenant, à la suite de ce mémorandum d'entente entre Trump et le président iranien, c'est une déclaration : celle que la partie du mouvement MAGA critique envers Israël est en train de prendre le dessus.

C'est un peu le moment du « je vous l'avais bien dit ». Qu'est-ce que Vance et sa faction du mouvement MAGA avaient dit à l'administration, et qui se trouve maintenant confirmé ? Eh bien, vous savez, quand on est complètement dans la poche de Netanyahu, Netanyahu finit par vous conduire dans une impasse. Il vous emmène droit dans un cul-de-sac. Et c'est exactement là que Trump s'est retrouvé, quand il a commencé à bombarder l'Iran, quand il a lancé la guerre contre l'Iran. Et maintenant, il essaie de faire marche arrière. Il n'avait pas vraiment d'autre choix, parce que, vous savez, le mouvement MAGA, dans l'ensemble, traverse une très mauvaise passe. Ce sont, Glenn, les ouvriers, les travailleurs manuels, qui l'ont porté au pouvoir.

Et ils n'arrivent tout simplement plus à boucler les fins de mois, à cause du prix de l'essence dans les stations-service aux États-Unis. Certains de ses électeurs, eux, en ont énormément profité : ceux qui avaient investi dans l'intelligence artificielle, et ceux qui vivent du pétrole et du gaz de schiste dans le bassin permien, au Nouveau-Mexique et au Texas. Mais la grande majorité de ses électeurs, ceux dont il a besoin en novembre, pour les élections de mi-mandat, afin de rester dans la course et de ne pas devenir un président impuissant... leurs intérêts, leur simple chance de s'en sortir, lui ont dicté de se ranger du côté de J.D. Vance, contre Rubio, contre la CIA, et contre ceux qui sont complètement de mèche, comme son beau-fils, avec Israël. Tout ça est donc extrêmement significatif.

#Glenn

Mais selon vous, lequel de tous ces points serait le plus difficile à mettre en œuvre ? Parce qu'il y en avait beaucoup. D'abord, toutes les hostilités devaient être suspendues, y compris au Liban. C'était très précis. Et je parle bien du Liban, pas de Gaza. Mais, vous savez, c'est plus compliqué à cause de tout ce qui concerne, disons, le Conseil de la paix approuvé à l'ONU. Donc, il y a la question du Liban. Ensuite, il faut, disons, démêler la situation avec les Israéliens. Mettre fin au blocus américain contre l'Iran serait peut-être plus simple. Bien sûr, verser trois cents milliards de dollars pour, en gros, réparer ce que l'Amérique a détruit en Iran, ça, pour plusieurs raisons, pourrait être difficile. Mais lever toutes les sanctions, ne pas en imposer de nouvelles à l'Iran, et puis dire qu'en plus, l'Iran

ne peut pas facturer de droit de passage dans le détroit d'Ormuz pendant les soixante premiers jours, alors qu'il n'y en avait pas avant... Donc, pas du tout, mais un droit de passage. Selon vous, qu'est-ce qui est possible, et qu'est-ce qui ne l'est pas, dans cette liste ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, vous m'avez demandé d'identifier l'élément de ce catalogue qui a le moins de chances d'être mis en œuvre. Et selon moi, tout transfert d'argent des États-Unis vers des comptes bancaires iraniens... ça, ce sera le plus difficile. Parce que le Congrès a un contrôle important sur ce sujet. Et les démocrates, avec les néoconservateurs parmi les républicains, les démocrates, les républicains pro-israéliens... ils vont bloquer les fonds. Ce sera donc très compliqué pour Trump d'avancer dans cette direction, celle d'un transfert réel de fonds, d'un déblocage. Il ne s'agit pas pour les États-Unis de donner à l'Iran de l'argent qui ne lui appartient pas. Le premier point à l'ordre du jour, quand on parle des dollars iraniens, c'est de permettre à l'Iran d'accéder à ses propres dollars, ceux qui sont gelés depuis des décennies.

Ce sera très difficile pour Trump, surtout si l'on se souvient qu'en deux mille quinze, quand Obama a conclu son accord avec l'Iran, avec les Européens qui étaient à fond pour cet accord, Donald Trump était devenu complètement fou. Il était furieux. Et ce qu'il visait avant tout, c'était : « Vous allez leur rendre leur argent ? Comment osez-vous ? » Alors, j'imagine très bien maintenant des publicités de campagne préparées par les démocrates, mais aussi par ses adversaires républicains au sein même de son parti, pour le présenter comme un imposteur, quelqu'un qui renie sa parole. Et en plus, il fait bien pire dans le commerce mondial que ce qu'il reprochait à Obama à propos du retour des avoirs iraniens à l'Iran. Donc, oui, je pense que c'est ça, le plus difficile pour lui.

Concernant le Liban, je pense que, vous savez, l'Iran a remporté une victoire diplomatique remarquable contre les États-Unis, en particulier contre Israël, mais aussi contre les opposants du Hezbollah au sein du Parlement libanais. En affirmant clairement qu'un cessez-le-feu au Liban, la fin des hostilités et le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban font partie intégrante — et même une partie très importante, très substantielle — du premier point du mémorandum d'entente. En somme, le Hezbollah, avec l'aide et le soutien de l'Iran, a obtenu une victoire majeure. Parce qu'il faut être honnête : les Libanais ont été bombardés et envahis par Israël depuis des temps immémoriaux. Et le Hezbollah est né de l'une de ces invasions, en mille neuf cent quatre-vingt-deux. Avant cela, le Hezbollah n'existait pas.

C'est l'invasion impitoyable et meurtrière du Sud-Liban, en mille neuf cent quatre-vingt-deux, qui a créé le Hezbollah. Et bien sûr, l'Iran en a profité. L'Iran n'a pas créé le Hezbollah ; il a simplement tiré parti de l'émergence d'un mouvement de résistance au sein de la population chiite du Liban, il les a soutenus, et il a ainsi obtenu, sans grand effort, un allié majeur au Liban. Et aujourd'hui, cet allié, qui devait, il y a quoi... un an, deux ans à peine, être anéanti par Israël, est de retour. Et non seulement il est de retour, mais il est devenu le garant de la paix et, disons, de la fin des hostilités, grâce à l'intervention iranienne auprès des Américains : le garant de la paix pour les Libanais.

C'est donc un succès majeur, à la fois pour l'Iran et pour le Hezbollah. Et ça, le Congrès ne peut pas le leur enlever. En revanche, le transfert d'argent vers les comptes bancaires iraniens peut être bloqué. La vraie question, c'est de savoir si les Iraniens, si le gouvernement iranien, vont faire une crise quand l'argent sera retardé et n'arrivera pas sur leurs comptes. Ou bien, s'ils sont assez réalistes pour comprendre que c'était avant tout une victoire symbolique. Que cet engagement à rapatrier leurs propres fonds en Iran, inscrit dans le mémorandum d'accord, leur a donné beaucoup de légitimité, à la fois dans la région et à l'intérieur du pays. Et qu'ils hésiteront sans doute beaucoup avant de faire exploser ce type d'accord avec Washington.

#Glenn

Oui, non, je pense que c'est un bon point, parce que je crois vraiment que l'approche américaine sera de faire traîner les Iraniens. En gros, on dira : « On ne peut pas libérer ces fonds à cause du Congrès. » Mais si l'Iran obtient quelque chose de tout ça — par exemple, si les États-Unis commencent à prendre un peu de distance avec Israël, ou les poussent à réduire certaines hostilités — quel serait l'intérêt pour l'Iran de tout balancer, plutôt que de garder le peu qu'il obtient ? Et peut-être qu'avec le temps, les Américains feraient petit à petit quelques concessions de plus, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à donner. C'est, en tout cas, ce qu'ils ont souvent fait par le passé. Mais ce sera intéressant de voir comment les Iraniens vont réagir, parce que, comme tu l'as dit, tout jeter maintenant serait aussi, au fond, un vrai gâchis.

Mais pour la région, vous avez mentionné tout à l'heure les États du Golfe. La relation entre les États-Unis et ces pays est très importante pour Washington. C'est une zone clé pour le transport, pour l'énergie, et elle soutient tout le système du pétrodollar. Alors, comment voyez-vous l'impact de cette situation sur les relations entre les États-Unis et les États du Golfe ? Parce que même si, comme vous l'avez dit, le mémorandum ne débouche pas sur un accord, même s'il n'est pas appliqué, cela marque quand même une nouvelle position des États-Unis dans le monde. Si vous êtes à la place des dirigeants du Golfe, est-ce que vous mettriez encore tous vos œufs dans le panier américain, si les États-Unis ne sont plus le cheval gagnant ? Bien sûr, on entre un peu dans la spéculation, parce qu'on n'a jamais vu une telle situation auparavant. Mais selon vous, comment ces relations pourraient-elles évoluer ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, pour les États du Golfe, cet accord de Versailles est à la fois un soulagement et une source d'angoisse existentielle. Ils se sont retrouvés pris entre deux feux, dans une guerre qu'ils ne voulaient pas. Bien sûr, dans ce contexte, ils ont compris qu'avoir mis tous leurs œufs dans le panier de la protection américaine, et avoir laissé les États-Unis utiliser leur territoire, c'était une erreur stratégique. C'est évident qu'ils en ont conscience aujourd'hui. Et ce mémorandum, en réalité, ne

résout pas leur problème. Il ne fait que souligner la permanence de leurs difficultés et de leurs inquiétudes. Les Gardiens de la Révolution iranienne restent enhardis. Ils sont capables de menacer le détroit d'Ormuz, de le fermer à tout moment.

Ils ont désormais la possibilité de facturer des frais. Ils ne les appelleront pas comme ça, bien sûr. Mais on sait déjà — c'est une information que j'ai eue hier soir — qu'environ trente navires ont traversé le détroit d'Ormuz, et qu'ils ont dû payer un coût d'assurance. Les Iraniens appellent ça un coût d'assurance, et c'est prévu dans le cadre de ce mémorandum d'entente. Donc, vous voyez, les États du Golfe comprennent bien que c'est désormais permanent. Et puis, l'usage de missiles et de drones, qui coûtent très peu à produire — l'Iran peut en fabriquer en très grande quantité —, ne peut être contré que par des armes américaines ou israéliennes, qui, elles, sont extrêmement coûteuses.

Vous savez, ces systèmes coûtent cent fois plus cher, au kilo de chair, que les drones et les missiles d'attaque iraniens. Et on ne peut pas les produire ni les livrer en aussi grand nombre. Donc, je n'ai aucun doute que les six États du Conseil du Golfe vont prendre ça très, très au sérieux. Mais, et c'est un point vraiment important, il ne faut pas mettre tous ces États du Golfe dans le même panier. Leurs positions sont très différentes. Par exemple, le Qatar et Oman penchent plutôt vers la désescalade avec l'Iran. Ils ont toujours cherché à composer avec la République islamique. Et puis, il y a les Émirats arabes unis. Eux, ils adoptent une attitude beaucoup plus frontale vis-à-vis de l'Iran. Ils sont à fond dans leur complicité, leur alliance avec Israël.

Et ils se retrouvent largement laissés de côté, parce que l'Arabie saoudite, qui est bien sûr l'allié le plus important du Golfe, l'est depuis deux mille dix-neuf. Vous vous souvenez, quand l'Iran, avec ses alliés houthis, a lancé une attaque massive contre les raffineries et les installations pétrolières en Arabie saoudite ? Depuis cet épisode, les Saoudiens ont compris qu'ils devaient trouver une forme d'arrangement avec l'Iran. En utilisant la Chine comme intermédiaire, ils ont établi une sorte de détente avec Téhéran — une position très, très différente de celle d'Abou Dhabi et de Dubaï, ou plus largement des Émirats arabes unis. On voit déjà que l'engagement des Saoudiens à acheter des armes américaines a nettement diminué ces dernières semaines.

Il y a déjà des accords qui sont signés, négociés avec l'Iran, la France et le Canada. Il me semble que ces États du Golfe cherchent des sources d'armement alternatives aux États-Unis. Cela dit, les États-Unis vont rester au cœur de l'économie politique de ces pays, parce qu'ils sont fondamentalement connectés au système du pétrodollar, qui fait partie intégrante du mécanisme maintenant l'hégémonie américaine dans le monde. Ce que je veux dire par là, c'est que, depuis le début des années soixante-dix, depuis que Richard Nixon a fait exploser le système de Bretton Woods, j'ai toujours pensé que l'hégémonie américaine repose sur sa capacité à creuser ses deux déficits — le déficit commercial d'un côté, et le déficit budgétaire fédéral de l'autre — tout en faisant en sorte que ce soient les capitalistes des autres pays qui les financent.

Et les États du Golfe ont joué un rôle essentiel en réinjectant leurs propres excédents dans l'économie américaine, finançant ainsi les deux déficits des États-Unis. Donc, en un sens, les États du Golfe sont effectivement des vassaux des États-Unis. C'est pour ça qu'ils ont trouvé logique, presque évident, que, de la même manière qu'ils font partie d'un empire du dollar — dont ils tirent d'ailleurs beaucoup d'argent — mais en restant des vassaux à l'intérieur de cet empire du dollar, il n'y avait rien d'illogique à devenir aussi des vassaux au sein, disons, d'une OTAN élargie. Autrement dit, à accepter la présence militaire américaine dans la région, qui leur garantit leur sécurité.

Eh bien, ce que l'Iran vient de faire, avec la fermeture du détroit d'Ormuz et la démonstration de sa capacité sous un bombardement intense, furieux et meurtrier des États-Unis et d'Israël... c'est impressionnant. Ils ont continué à frapper Dubaï, Abou Dhabi, le Koweït, Bahreïn, et ils l'ont fait de manière chirurgicale, en visant les intérêts américains, les centres de données. Je me souviens qu'Aramco avait été durement touchée à Bahreïn et en Arabie saoudite. Ils ont lancé environ trois mille missiles et drones rien que contre Dubaï. Et ils ont fait tout ça alors qu'ils étaient eux-mêmes sous le feu, ce qu'aucun autre pays n'avait jamais réussi à faire. Même les Vietnamiens, pendant la guerre du Vietnam, n'avaient pas la capacité de riposter pendant qu'ils étaient bombardés par des B-52. Alors maintenant, avec ce protocole d'accord signé à Versailles et à Téhéran, que peuvent bien en penser les États du Golfe ?

La seule conclusion qu'ils peuvent en tirer, c'est que ça a été une énorme erreur de compter sur le parapluie de défense américain. Leur modèle économique a été profondément fragilisé. Et ce modèle, ce n'est pas seulement les énergies fossiles, c'est aussi tout le processus de transition pour s'en détacher. Rappelez-vous, Dubaï tire environ trente pour cent de son PIB du tourisme... et ça, c'est fini. Ils comprennent maintenant que Téhéran peut, d'une simple pression sur un bouton, tout anéantir. Il sera donc très intéressant de voir comment tout cela va évoluer. À mon avis, on va assister à une fracture. Les Émirats arabes unis resteront beaucoup plus proches des États-Unis et d'Israël, tandis qu'Oman, le Qatar et Bahreïn rejoindront l'Arabie saoudite dans une démarche, avec Pékin, avec la Chine, pour chercher un rapprochement avec l'Iran.

#Glenn

Eh bien, je pense que beaucoup d'entre eux vont déjà un peu dans cette direction. Pour les Saoudiens, par exemple, ils ne veulent pas être des vassaux. Je crois que beaucoup là-bas ont vu, avec la montée de la Chine et cette nouvelle répartition du pouvoir à l'échelle internationale, une occasion d'avoir une politique étrangère plus équilibrée. En gros, de se rapprocher de plusieurs grandes puissances, pour ne dépendre de personne, pour ne pas être, comme vous dites, un vassal. Mais bien sûr, ces États du Golfe jouent un rôle important dans ce que vous appelez l'empire du dollar — et c'est un terme tout à fait juste. Alors, quelles en sont les implications plus larges ? Parce que tout ce pétrole, tous ces produits pétrochimiques, alimentent aussi l'intelligence artificielle, ce qui compte beaucoup dans la rivalité avec la Chine. Et les États-Unis peuvent-ils vraiment se permettre de voir les pays du Golfe s'éloigner d'eux ? Autrement dit, à quel point le pétrodollar est-il

fragile ? Il ne faut pas non plus imaginer que tout va s'effondrer du jour au lendemain à cause de ça. Mais malgré tout, c'est un événement assez important, oui.

#Yanis Varoufakis

Oui, tout à fait. Et vous savez, cela fait maintenant quelques semaines que je dis que les signaux d'alarme se multiplient à Washington. On sent une vraie peur que l'empire du dollar soit menacé par la guerre dans laquelle l'administration Trump s'est lancée, de façon, disons-le, complètement idiote. Ces signaux d'alarme ont commencé à retentir, du moins dans ma tête, quand Scott Pessent, le secrétaire au Trésor américain, a soudainement annoncé qu'il accordait une ligne de swap, via son Trésor, aux États du Golfe. Et, franchement, ça n'aurait eu aucun sens si on ne comprenait pas — si je ne comprenais pas — que la domination du dollar repose justement sur le recyclage des dollars des autres.

Et la raison pour laquelle ça n'aurait aucun sens, c'est que, tu vois, Scott Pessent, le trésorier américain, est bien plus à court d'argent que ne le sont les États du Golfe. Il a moins d'accès aux dollars que ces pays-là. Ces États, à eux seuls, détiennent quelque chose comme six mille cinq cents à sept mille milliards de dollars d'actifs, de liquidités, et tout le reste. Alors, pourquoi auraient-ils besoin d'une ligne de swap de vingt ou quarante milliards ? Ils n'en ont pas besoin. Alors, pourquoi la leur proposer ? Eh bien, tu vois, Glenn, mon interprétation, c'est qu'il n'offrait pas un plan de sauvetage aux États du Golfe pour les aider à passer un moment difficile, quand leurs revenus s'assèchent à cause de la fermeture du détroit d'Ormuz, ou de la fermeture des aéroports, des hôtels, et tout ça.

Non. Scott Pessent envoyait un signal aux marchés financiers américains pour dire qu'il est là, prêt et disposé à soutenir l'empire du dollar. Et je vais conclure ce petit soliloque en disant que, si on regarde les accords que l'administration Trump a passés avec les États du Golfe au cours de l'année et demie écoulée, depuis que Trump a été investi pour la deuxième fois, ces accords prévoyaient au moins trois mille cinq cents milliards de dollars transférés des États du Golfe vers les États-Unis. Sur cette somme, environ deux mille milliards de dollars devaient être investis dans l'intelligence artificielle aux États-Unis, et un autre mille sept cents milliards serviraient à acheter des armes, principalement par l'Arabie saoudite, mais aussi par les Émirats arabes unis et d'autres pays du Golfe, auprès des États-Unis.

Tu sais, cet argent était censé être transféré en dix-huit mois. On parle de trois virgule cinq, trois virgule sept mille milliards de dollars, essentiels pour faire tourner les marchés monétaires américains et éviter que leur bulle n'éclate — la bulle de l'intelligence artificielle. Et cet argent, au moment où la guerre a commencé en Iran, au moment où les bombes ont commencé à tomber sur le peuple iranien et que l'Iran a riposté, cet argent s'est évaporé. Il n'y avait aucune chance que les États du Golfe envoient trois virgule sept mille milliards de dollars aux États-Unis alors que leurs propres revenus s'étaient taris. Ce n'est pas qu'ils manquent de dollars. Comme je l'ai dit, ils en ont six virgule cinq, sept mille milliards.

Donc, ils n'avaient pas besoin du plan de sauvetage. Ils n'avaient pas besoin non plus de la ligne de swap proposée par Scott Pessent. En fait, la déclaration de Scott Pessent sur la mise en place ou l'offre d'une ligne de swap aux États du Golfe n'avait rien à voir avec un sauvetage des États du Golfe. Ils n'en avaient pas besoin. C'était plutôt un signal adressé aux marchés monétaires, aux détenteurs d'obligations aux États-Unis, et aux spéculateurs sur les actions. Le message, c'était que le Trésor était prêt à injecter de la liquidité sur les marchés pour compenser le fait que, à cause de la guerre, moins de pétrodollars allaient circuler des États du Golfe vers New York.

#Glenn

Eh bien, cela aura évidemment un impact non seulement sur les États-Unis, mais aussi sur l'Europe. Vous l'avez dit tout à l'heure, l'Europe a montré à quel point elle était devenue insignifiante. Et en effet, elle était assez absente. J'ai trouvé un peu étrange de voir les dirigeants européens dire qu'ils soutenaient pleinement la position américaine dans ces négociations et dans ce mémorandum, alors qu'ils ne savaient même pas ce qu'il contenait. C'était un peu comme les Saoudiens, un comportement, disons, typique de vassaux. Mais alors, comment vont-ils être touchés par cette guerre ? Parce qu'encore une fois, ils n'y ont pas participé directement. Est-ce qu'il y a malgré tout des conséquences plus larges qui vont affecter l'Europe ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, vous savez, l'Europe est déjà en train de stagner. La crise du coût de la vie s'aggrave à cause de ce qui se passe. En fait, on est un peu des dommages collatéraux. Mais il y a plus que ça. Vous avez entendu Pete Hegseth, le secrétaire à la Guerre des États-Unis, annoncer qu'il allait lancer une révision, une révision de l'engagement militaire américain en Europe. Et, euh... désolé, c'est ma fille qui m'appelle... je reprends. En gros, ce qu'il disait, c'est que les États-Unis ne vont pas se retirer officiellement de l'OTAN, ni fermer leurs bases, mais qu'ils vont déplacer une grande partie de leurs dépenses militaires. Pas seulement depuis l'Allemagne, Bruxelles ou la Grande-Bretagne, mais vers l'Asie de l'Ouest, ou plus probablement vers l'Extrême-Orient.

Et, vous savez, c'est là qu'il y a un retournement dialectique. Les restrictions qu'il va imposer aux Européens seront juridiquement fondées sur des accords bilatéraux concernant les bases militaires. En gros, ce qu'il va dire, c'est que, sauf si vous nous laissez utiliser nos bases en Europe comme on veut, sans aucune des limitations qu'on a vues pendant la guerre du Golfe — parce qu'il y en avait, au moins en théorie, imposées aux États-Unis sur l'usage des bases européennes — eh bien, voilà. Maintenant, personnellement, je m'en fiche complètement.

J'aimerais voir toutes les bases américaines en Europe disparaître. Mais notre establishment en Europe ne partage pas cet avis. Ils comptent, ou du moins ils pensent compter, sur les États-Unis pour la défense de l'Europe. Mais en réalité, ils dépendent bien plus des injections d'argent dans leurs propres économies. La région autour de Ramstein, en Allemagne, par exemple, dépend

entièrement de la présence de l'armée américaine là-bas. Donc, vous voyez, l'insécurité dans l'esprit des dirigeants européens vient de leur incapacité à comprendre que les États-Unis et l'OTAN n'ont jamais défendu l'Europe.

Ils ont été néfastes pour la sécurité et les intérêts stratégiques de l'Union européenne, et plus largement de l'Europe. Vous savez, cette incapacité à comprendre cela, ou plutôt ce refus de le comprendre... Dans bien des cas, leur salaire dépend du fait de ne pas le comprendre, si vous voyez ce que je veux dire. Mais malgré tout, le fait qu'ils aient été complètement absents de la scène pendant la guerre en Iran — la seule fois où on a parlé d'eux, c'est quand Donald Trump les a traités de lâches parce qu'ils ne l'aidaient pas, comme s'ils en avaient la possibilité — eh bien, tout cela, combiné à la réévaluation par Hegseth de l'engagement militaire américain en Europe, provoque beaucoup d'inquiétude chez eux. Mais bien sûr, au fond, ça n'a pas vraiment d'importance du point de vue de la majorité des Européens. Nous sommes des vassaux des États-Unis.

Nous avons simplement échangé une dépendance contre une autre. Avant, nous dépendions du gaz russe bon marché. Maintenant, nous dépendons d'un gaz naturel extrêmement cher, venant du bassin permien, du Nouveau-Mexique et du Texas. Nous n'avons pas de plan énergétique. Nous n'avons pas d'union de l'énergie. Nous n'avons pas de réponse européenne à cette question toute simple : que va-t-on faire ? Est-ce qu'on va s'enfoncer davantage dans la sphère pétrolière mondiale, cette partie du monde qui, grâce aux politiques de Donald Trump, dépend de plus en plus des énergies fossiles ? Ou bien est-ce qu'on va devenir des États électoraux, tournés vers l'énergie solaire et les renouvelables, qui produisent de l'électricité, avec, en parallèle, le remplacement du moteur à combustion interne par des moteurs électriques ?

Il n'y a donc pas de tel débat en Europe. Et cette absence de débat, combinée à l'impuissance de l'Europe dans tous les grands foyers de conflit — que ce soit en Ukraine, en Iran ou en Palestine —, ainsi qu'à l'incapacité de nos dirigeants de sortir de cette mentalité atlantiste, qui n'est tout simplement plus adaptée, même du point de vue d'un conservateur de droite... Si on met tout ça bout à bout, on obtient l'image d'une Europe semblable à une poule sans tête, courant dans tous les sens, en train de saigner, sans comprendre ce qui lui arrive.

#Glenn

Oui, eh bien, je pense que cette image résume bien l'état de l'Europe. Mais je me demande quand même... la défaite humiliante en Iran, ça pourrait avoir de mauvaises conséquences pour les Européens. Parce que je pense que Trump va avoir désespérément besoin d'une victoire. C'est un peu comme la victoire au Venezuela — enfin, si on peut appeler ça une victoire — qui l'a encouragé à s'en prendre à l'Iran. J'ai le sentiment que cette défaite humiliante en Iran va lui donner envie d'un nouveau succès. Alors, que ce soit en s'emparant de Cuba ou du Groenland, si c'est ce dernier, ça pourrait encore poser problème aux Européens. J'ai vu Marco Rubio, il n'y a pas si longtemps, faire une remarque à ce sujet. On lui a demandé s'il reconnaissait que le Groenland faisait partie du Danemark, et il a répondu quelque chose comme : « pour l'instant », ou un truc dans ce genre.

Mais ma dernière question concernait donc l'autre grand conflit — celui qui m'inquiète un peu plus, parce qu'il a ce potentiel d'escalader très vite, jusqu'à devenir, peut-être, une guerre nucléaire — c'est la guerre en Ukraine. Comment, selon vous, la défaite dans la guerre en Iran pourrait-elle influencer la guerre en Ukraine ? Parce que je vois deux trajectoires possibles. La première, c'est que si les Américains veulent vraiment mettre fin à cette guerre, cela libérerait une bonne partie de leur attention. Ils pourraient chercher à obtenir une victoire en mettant un terme à ce conflit. L'autre possibilité, c'est que si leur objectif est plutôt de déléguer la guerre aux Européens, pour qu'ils s'épuisent eux-mêmes afin d'affaiblir la Russie, alors cela pourrait aussi s'intensifier de ce côté-là. Donc je me demandais simplement : comment voyez-vous la situation ? Pensez-vous que ça va empirer ? Ou, plus largement, comment cela va-t-il affecter la guerre en Ukraine ?

#Yanis Varoufakis

Eh bien, je ne me lance pas dans les prédictions, mais ce sur quoi je peux commenter, c'est la deuxième option que vous avez mentionnée — à savoir le fait de sous-traiter, comme ils l'ont déjà fait, la guerre en Ukraine aux Européens. Autrement dit, les Américains sous-traitent, mais pas vraiment la guerre elle-même. Ils ne peuvent pas sous-traiter la guerre, parce que les Européens n'ont pas de capacités de renseignement. Ils ne peuvent pas fournir à l'armée ukrainienne des données satellites, ni des rapports de la CIA. Ils ne peuvent tout simplement pas faire ça. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est acheter des armes américaines et les envoyer en Ukraine, ce qu'ils font déjà. Donc je ne pense pas que les Américains puissent sous-traiter la guerre aux Européens, même s'ils le voulaient, parce que les Européens ne peuvent pas porter un tel fardeau.

#Glenn

Ils n'en ont tout simplement pas les moyens, ni la capacité, ni l'argent.

#Yanis Varoufakis

Je veux dire, souvenez-vous, ils ont emprunté récemment des dizaines de milliards sur les marchés. Quoi, quatre-vingt-dix milliards ? Je crois que cet argent est déjà parti. Et je ne pense pas qu'ils aient la capacité d'en emprunter davantage. Si on regarde le budget de l'Union européenne, il ne peut déjà plus se le permettre. Vous savez, en ce moment même, ils se disputent à Bruxelles sur le prochain budget de sept ans de l'Union européenne. Et ils n'arrivent pas à boucler les comptes, parce que, comme on dit, les problèmes reviennent à la maison. Rappelez-vous du plan Next Generation EU, le fonds de relance, comme on l'appelle tous, d'environ sept à huit cents milliards, empruntés pour être ensuite répartis entre les oligarques au cours des deux ou trois dernières années.

Eh bien, vous savez, cet argent doit maintenant être remboursé. Les Européens vont donc devoir trouver cette somme chaque année pour rembourser les prêts qu'ils ont contractés pour le fonds de

relance. Et en même temps, est-ce qu'ils vont encore emprunter au nom de l'Ukraine ? Franchement, l'idée que la Russie va être forcée de payer des réparations... cette illusion a forcément disparu, même dans l'esprit de gens aussi irrationnels que les dirigeants européens. Ils ne peuvent pas être à ce point déconnectés pour croire qu'ils vont faire payer Poutine. Ils le savent très bien. Donc, je ne crois pas que cette guerre puisse durer longtemps si ce sont les Européens qui la mènent. Les Américains, eux, vont continuer à la diriger, comme ils le font déjà, mais sans forcément continuer à la financer autant.

J'ai une intuition — ce n'est pas une prédiction, Glenn, juste une intuition — que, à un moment donné, une fois qu'il en aura fini avec l'Iran, si tant est qu'il en ait fini avec l'Iran, et pour sauver un peu la face, il fera ce qu'il disait avant son investiture : qu'il pouvait mettre fin à la guerre en Ukraine en vingt-quatre heures, ou quelque chose comme ça, en une journée. À un moment, il va mettre sur la table un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine, et dire aux Européens et aux Ukrainiens : « C'est à prendre ou à laisser. » Et si vous refusez, moi, je me retire complètement. J'arrête les briefings, j'arrête le partage des données avec l'Ukraine. C'est mon pressentiment, rien de plus qu'un pressentiment.

#Glenn

Eh bien, il aurait pu le faire il y a un an et demi, et il ne l'a pas fait. Mais encore une fois, pour reprendre les mots de Trump, si les Européens veulent acheter des armes américaines pour combattre la Russie, alors l'Amérique est d'accord. Et c'était un peu, vous voyez, je trouvais que c'était une approche honnête, au moins dans un certain sens. C'est-à-dire que les États-Unis gagnent de l'argent, leurs alliés deviennent plus dépendants et assument le coût économique pour affaiblir un adversaire américain. Donc, pas d'un point de vue moral, mais sinon, oui, ça se tient, je suppose, si le but est de restaurer l'empire.

#Yanis Varoufakis

Sauf que les Européens n'ont plus les moyens d'acheter des armes américaines pour l'Ukraine. Ils n'ont plus d'argent. Et ils en manquent de plus en plus vite.

#Glenn

D'accord, alors selon Politico, le rapport est maintenant publié, et on apprend que l'Union européenne est apparemment profondément divisée. Beaucoup de pays voudraient ouvrir un dialogue diplomatique avec les Russes, mais en gros, les Français et les Allemands disent non. Et même s'il devait y avoir des discussions, elles ne devraient pas être menées par l'Union européenne elle-même, mais par le groupe E3, c'est-à-dire la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ce qui, soit dit en passant, réunit les trois dirigeants les plus impopulaires d'Europe. Mais bon, mettons ça de

côté. Pourquoi ne veulent-ils pas mettre fin à tout ça ? Ils viennent de subir cette défaite humiliante en Iran. Ils peuvent voir, enfin j'espère qu'ils peuvent voir, où tout cela mène en Ukraine. Alors pourquoi continuer ?

#Yanis Varoufakis

Deux raisons, à mon avis. Deux raisons. D'abord, la France et l'Allemagne n'ont pas de modèle de croissance. En deux mille dix-neuf, souvenez-vous, le Pacte vert devait être le moteur de la croissance européenne. Ursula von der Leyen, soutenue par l'Allemagne et par la France, devait dépenser mille milliards d'euros, c'est-à-dire un trillion, pour ce Pacte vert. Sur ces mille milliards, vingt-neuf seulement ont été dépensés. Tout le reste est parti en fumée. Le projet est mort. Et avec la disparition des Verts allemands du Bundestag, et la montée de la droite, le Pacte vert a disparu aussi. Du coup, le seul moteur de croissance qui reste à l'Allemagne et à la France, c'est l'armement. Et la guerre en Ukraine devient essentielle pour convaincre, compte tenu de la pression budgétaire sur leurs gouvernements, et du fait que ni l'Allemagne ni la France n'ont aujourd'hui de gouvernements vraiment puissants.

Je veux dire, Friedrich Merz, le chancelier allemand, n'arrive même pas à se faire respecter au sein de son propre gouvernement, alors imaginez dans le reste du pays. Emmanuel Macron, lui, est un président en fin de course. Donc, en gros, ils n'ont plus vraiment de pouvoir politique chez eux. Et la seule chose qu'ils peuvent faire pour garder un semblant d'investissement, pour que l'argent continue à circuler dans les entreprises, surtout dans l'industrie, c'est miser sur l'armement — vous savez, les avions Rafale, les chars Rheinmetall, les missiles, les munitions. Mais pour ça, ils doivent convaincre une opinion publique très sceptique que des ressources déjà très limitées, qu'on doit souvent retirer des budgets sociaux, de la santé, de l'éducation ou des infrastructures, doivent aller chez Rheinmetall ou chez Dassault pour fabriquer des armes. Et ils justifient ça en disant : « Vous voyez bien, on a la guerre à nos portes. »

Ils ont besoin que cette guerre continue. Ils ont besoin que des Russes et des Ukrainiens meurent. Ils ont besoin, vous savez, que les prix de l'énergie restent au plus haut pour maintenir ce qui est, en réalité, un modèle de croissance complètement pathétique. Ça, c'est une première raison. La deuxième, imaginez que Merz et Macron aient une sorte d'illumination. Qu'ils se disent : « Allez, il faut qu'on mette fin à cette guerre atroce en Ukraine. » Et qu'ils proposent un plan, un plan de paix, à présenter à Moscou. Qu'est-ce qui se passerait ? Je vais vous le dire. Les pays baltes réagiraient aussitôt, ils trembleraient. La Finlande aussi, parce que le régime finlandais actuel est complètement parti en vrille. Ils sont devenus de vrais va-t-en-guerre. Et probablement la Pologne aussi. Peut-être que Tusk mettrait son veto, lui aussi.

Et ils vont y opposer leur veto, ces pays, pour une seule raison : parce que ces gouvernements, surtout les États baltes, ont compris, depuis une vingtaine d'années, que la meilleure façon de peser davantage dans l'Union européenne, c'est d'entretenir la tension entre l'OTAN et la Russie. Alors Macron et Merz — surtout Macron, que je connais personnellement, contrairement à Merz —, il est

assez intelligent, c'est un tacticien avisé, pour savoir que, quelle que soit la proposition d'accord de paix avec Poutine qu'il mettra sur la table, il sera humilié par les États baltes et la Finlande, et peut-être d'autres, la Pologne, voire la Suède, qui diront : « Non, laisse tomber, on s'en charge. » Et qu'est-ce qu'il aura alors ? Encore une de ses propositions réduite en cendres.

#Glenn

On pourrait penser qu'au moins les Allemands auraient tiré quelques leçons douloureuses de l'histoire, avec ce keynésianisme militaire comme modèle de croissance. Mais pourquoi ? Oui... enfin, je voulais dire, on pourrait s'attendre à plus d'opposition.

#Yanis Varoufakis

Avez-vous la moindre preuve que l'establishment allemand tire des leçons de l'histoire ? Parce que moi, je n'en ai pas vu.

#Glenn

D'accord, je reconnais mon erreur. En tout cas, merci beaucoup d'avoir pris le temps de parler un samedi. Passez un excellent week-end.

#Yanis Varoufakis

Merci beaucoup, Glenn Diesen.